



LETTRE OUVERTE AU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ÉQUATEUR

Monsieur l'économiste Rafael Correa Delgado, Président constitutionnel
Docteur Carina Vance, ministre de la Santé
République d'Équateur

Le Groupe de travail sur le secteur de la santé de l'Internationale des Services Publics (ISP), la fédération internationale représentant plus de vingt millions de travailleuses et travailleurs dans le monde entier, s'est réuni à Genève, en Suisse. Ce Groupe de travail souhaite faire part de sa profonde inquiétude quant à la situation des travailleuses et travailleurs équatorien(ne)s du secteur de la santé, quelle que soit leur catégorie professionnelle, et souhaite mettre en lumière les éléments suivants :

- 1. Licenciements arbitraires et injustifiés :** Les faits ont débuté au mois d'octobre 2011, et se sont poursuivis jusqu'à aujourd'hui, en 2012. Des travailleurs de l'ensemble du pays ont perdu leur emploi, sans aucune procédure administrative légale autre que l'application du Décret exécutif 813 de 2011 et du principe anticonstitutionnel de « démission obligatoire ». Selon les informations que nous avons reçues, ces licenciements ont été notifiés, dans de nombreux cas, par le recours à l'intimidation et à la violence physique dans le cadre d'une opération conjointe entre les forces de sécurité et les fonctionnaires du ministère des Relations de travail.
- 2. Affaiblissement des services de santé publics :** Les médecins spécialistes (neurochirurgiens, pneumologues, généticiens, immunologistes ou encore cardiologues), infirmières chefs de service ou en contact direct avec les patients, et autres travailleurs, qui ont été licenciés, n'ont pas été remplacés par d'autres travailleurs d'un même niveau de formation ou jouissant de la même expérience. Lors de la mise en place de ces mesures de licenciement, certains services ont été suspendus, notamment des opérations chirurgicales, ce qui a entraîné de graves conséquences pour la santé des patients. D'autre part, l'urgence sanitaire n'a pas pu être gérée de façon appropriée, une situation à l'origine de certains décès qui auraient pu être évités.
- 3. Augmentation des heures de travail pour les professionnels de la santé :** Rupture avec le Protocole de San Salvador, horaire de plus de 12 heures par jour, et conditions d'insécurité et risques professionnels allant à l'encontre de conditions de travail dignes de ce nom.

4. **Processus de sous-traitance et de privatisation des services** : A l'*Instituto Ecuatoriano de Seguridad Social-IESS*, comme dans d'autres hôpitaux publics, les services ont été privatisés. Des contrats ont été signés avec des sociétés offrant une rémunération précaire et ne respectant pas les droits humains de leurs travailleurs. A l'hôpital Baca Ortiz de la ville de Quito, le licenciement de plus de 200 travailleurs syndiqués, le 30 mars dernier, a été justifié par la sous-traitance des services dans lesquelles ils travaillaient, au profit d'une société privée.
5. **Politique visant à affaiblir les associations professionnelles**, en supprimant l'affiliation obligatoire aux associations professionnelles, en empêchant toute réduction pour les cotisations volontaires des affiliés, en licenciant les dirigeants des associations professionnelles, en interdisant la participation de ces organisations aux appels d'offre et en menant une campagne d'intimidation contre l'ensemble des professionnels par le biais de l'évaluation des performances.

Dans ces circonstances, nous exhortons le gouvernement équatorien à mettre un terme à ces licenciements massifs, à ces attaques à l'encontre des libertés syndicales et à ce démantèlement des services de santé publics. Nous exigeons la réintégration immédiate des travailleuses et travailleurs licencié(e)s. De même, nous invitons le gouvernement à mettre en place un processus de dialogue social avec les organisations syndicales et professionnelles du secteur, en comptant sur le soutien international de l'OIT, afin de parvenir à des accords concertés sur la réforme politique en faveur d'un renforcement des services publics et du droit de la communauté équatorienne à jouir de services publics de qualité.

AYUBA PHILIBUS WABBA

Medical and Health Workers Union of Nigeria
Nigeria

IRENE KHUMALO

Swaziland Nurses Association
Swaziland

JUDITH KIEJDA

New South Wales Nurses Association
Australia

ROSNI AZIZ

Malayan Nurses Union
Malaysia

ASHOKA ABEYNAYACA

Public Services United Nurses Union
Sri Lanka

MARIA APARECIDA GODÓI DE FARIA

Confederación de Trabajadores en Seguridad Social
Brazil

LINDA SILAS

Canadian Federation of Nurses' Unions

Canada

HELENÉ LEBRUN

Centrale des Syndicats du Québec

Canada

RÉGINE LAURENT

Fédération interprofessionnelle de la Santé

Du Québec, Canada

LINDA HASLAM – STROUD

Ontario Nurses' Association

Canada

HEATHER SMITH

United Nurses of Alberta

Canada

HELENE DAVIS – WHYTE

Jamaica Association of Local Government Officers

Jamaica

CLAUDIO GONZÁLEZ JARA

Federación Nacional de Profesionales

Universitarios de los Servicios de Salud

Chile

JUAN DANIEL MONROY MONROY

Asociación Nacional de Trabajadores del Sistema
de Seguridad Social en Salud "ASOSISALUD"

Colombia

RODRIGO LÓPEZ GARCÍA

Asociación Nacional de Profesionales
de Enfermería

Costa Rica

CANDICE OWLEY

American Federation of Teachers (AFT)

USA

DEBORA BURGER

National Nurses United

USA

ZENEI CORTEZ

National Nurses United

USA

KEN ZINN

National Nurses United

USA

IVAN ANGELOV KOKALOV

Federation of Trade Unions- Health Services

Bulgaria

Public Services International is a global trade union federation representing 20 million working women and men who deliver vital public services in 150 countries. PSI champions human rights, advocates for social justice and promotes universal access to quality public services. PSI works with the United Nations system and in partnership with labour, civil society and other organisations.

MARJA-KAARINA KOSKINEN

The Union of Health and Social

Care Professionals

Finland

MARYVONNE NICOLLE

Fédération Santé-Sociaux

France

ABUDULKARIM YUSUF RADHI

General Federation of Bahrain

Trade Union

Bahrain

SAMIA LETAIEF BOUSLAMA

Fédération Générale de la Santé

Tunisia

20 April 2012

Public Services International

Health Services Task Force Meeting

International Labour Office, Geneva Switzerland

Public Services International is a global trade union federation representing 20 million working women and men who deliver vital public services in 150 countries. PSI champions human rights, advocates for social justice and promotes universal access to quality public services. PSI works with the United Nations system and in partnership with labour, civil society and other organisations.